

L'ACCORD FRANCO-AMÉRICAIN PRÉPARE-T-IL LA GUERRE...

«Le bien-être des peuples de toutes les nations peut être accru par un développement du commerce international qui mettra chaque pays en mesure d'atteindre un niveau de production plus élevé et un niveau de vie supérieur. Le commerce mondial ne peut produire ses bienfaits que si les marchés du monde sont ouverts à tous les pays». Ces lignes, extraites du «Message TRUMAN-GOUIN» à l'occasion de l'accord Blum, cachent, sous une habile rhétorique de sentiments humanitaires, des calculs profondément égoïstes et mercantiles du capitalisme américain. Dans les conjonctures actuelles, seuls les États-Unis - et aussi le Canada - peuvent profiter du «développement du commerce international» envisagé sous l'angle de l'Exportation, seule perspective lucrative du commerce international. Par suite de la cessation des hostilités l'immense, l'incroyable accroissement des possibilités de production des U.S.A. est menacée non seulement de stagnation, mais aussi de recul. 98 MILLIONS de chômeurs peuvent être envisagés et l'exportation d'une certaine partie de la production américaine peut seule, et elle seule, pailler dans une certaine mesure d'ailleurs très restreinte, cette éventualité qui pourrait devenir mortelle pour le régime capitaliste yankee par les remous, émeutes et révolution qui pourraient en découler. Pour reprendre les termes féroces du «TIMES» de l'hiver dernier, «l'Amérique se prépare à exporter son chômage». Mais cela n'est possible que «si les marchés du monde sont ouverts à tous les pays». C'est ici une véritable déclaration de guerre à l'Autarcie, c'est-à-dire à la conception d'un pays vivant de ses produits nationaux et entr'ouvrant sa porte de mauvaise grâce aux objets étrangers. C'est donc l'U.R.S.S. qui est véritablement visée: l'attaque serait sans conséquences graves s'il ne s'agissait après tout que de la Russie seule qui peut, qui a les possibilités, économiques, financières et surtout MILITAIRES, de se replier sur elle-même. Mais elle force ce fameux «Rideau de Fer» qui isole les satellites de l'orbite russe du reste du monde et les Soviets NE PEUVENT, sous PEINE DE VIE ET DE MORT, TOLÉRER CETTE EFFRACTION.

Le commerçant américain qui frappe de son poing rude le Rideau de fer place STALINE entre ces deux alternatives: ou la Russie voyant les débouchés mondiaux libres et une concurrence normale ou elle espère triompher par ses salaires mondialement plus bas et la «RENTABILITÉ» de ses entreprises poussée à l'extrême limite, ou la Russie, disons-nous, abandonne son attitude «raidie» sur le Rideau de fer devenu alors inutile, et la Paix peut alors durer un certain temps; ou, au contraire, la «suppression de ces entraves» n'entraîne des avantages matériels que pour les U S A. et c'est la guerre dans un délai plus rapproché par suite de l'irritation de l'U.R.S.S. menacée et la colère des États-Unis vexés d'être compris dans leurs intentions militaires ou stratégiques ou - paradoxe logique - d'être incompris dans leurs buts commerciaux, pacifiques et générateurs de profits pécuniers individuels. La France se met délibérément en plein guêpier et ne peut éviter d'être dans le conflit guerrier. La compréhension des antagonismes américano-russes serait largement éclairée si nous pouvions connaître le degré de sincérité commerciale des U.S.A. d'une part et, d'autre part, le degré véritable de l'intensité réelle des appréhensions russes. Car, et cette parenthèse est indispensable, AUCUNE ANIMOSITÉ POLITIQUE N'ENTRE DANS CE CONFLIT QUI RESTE STRICTEMENT ÉCONOMIQUE, et par voie de conséquence SOCIAL. Les... appréhensions russes peuvent se Justifier à la lecture du mémorandum BLUM-BYRNES. Le paragraphe 4 est assez énigmatique pour être dangereux car il y est prévu que la France participe au règlement de la solde des troupes américaines en France pour le passé et l'avenir. Qu'est-ce à dire? paye-t-on l'occupant kaki comme on a payé l'occupant vert? En ce cas qu'a-t-on gagné à la... Libération? Et l'occupation pour l'avenir n'indique-t-elle pas la création de clauses secrètes dans ce mémorandum qui se traduiraient par l'octroi de BASES tant en France que dans les possessions françaises d'outremer?

C'est fort possible et c'est même probable car le paragraphe 5 stipule la vente de biens immobiliers jusqu'à concurrence de 15 millions de dollars. Que signifient ces termes: biens Immobiliers? Certainement, dans une certaine mesure, la vente des bases aéro-navales et terrestres, terrains, bâtiments, quais, réseaux routiers et ferroviaires, etc... qui en dépendent. Cette obscurité est aggravée par le fait que notre gouvernement cédera dix millions de devises françaises qui serviront aux U.S.A. pour «*acquérir ou améliorer des biens immobiliers destinés à ses besoins...*». Acquérir, est-ce pour agrandir ces bases? Améliorer, est-ce pour les moderniser, doter les forts d'engins, dernier modèle et les ports de l'outillage militaire? Le paragraphe 6 prévoit que les articles fournis au titre PRÊT-BAIL et pouvant servir à «*des fins militaires en faveur de force autres que les forces armées françaises, ne pourront se faire qu'avec le consentement du gouvernement américain...*». Contre qui sont dirigées ces précautions? Craint-on donc que la France ne vende ce matériel militaire à l'Allemagne? Évidemment non. Alors? Enfin la fin du mémorandum engage le gouvernement américain «*à mettre à la disposition du gouvernement français une fraction de sa part de navires de surface pris à l'Allemagne et au Japon*». Cette «*mansuétude*» est significative: ces bâtiments serviront à assurer la police européenne et coloniale et à intimider le futur ennemi COMMUN. Après la défaite des trois pays fascistes, cet ennemi ne peut qu'être l'U.R.S.S. qui riposte préventivement par la dénonciation du pacte de POTSDAM, conséquence elle-même de sa mésentente sur les problèmes de Trieste, du Danube, de la Cyrénaïque, etc... La menace du troisième conflit mondial s'accroît et les États-Unis sont à la recherche de solides «*porte-avions terrestres*». Ils disposent déjà du sol de la Grèce et de l'Italie, tâtent ceux de la Turquie et de l'Égypte qui hésitent, et se raccrochent péniblement aux sables iraniens. En Europe les conventions concernant les ports d'Anvers et de Rotterdam à l'égard des Américains sont assez entourées de réticences et d'obscurité pour éveiller la méfiance malade russe. Mais l'atout le plus fort, pour l'un comme pour l'autre des adversaires, c'est notre pays dont la situation stratégique est de tout premier plan et explique les raisons américaines en faveur d'une France forte économiquement et militairement.

Notre intérêt néanmoins est de rester neutre, d'être en dehors de ce conflit et cependant MM. Blum et consorts s'engagent dans l'engrenage avec une désinvolture frisant l'insouciance. Ne serait-ce qu'à ce seul titre que les accords Blum devront être impitoyablement rejetés par le peuple de ce pays qui n'éprouve aucune sympathie pour le suicide.
